

2 200
blessés,
10
« dommages irrémédiables à l'œil »,

8 700
gardes à vue,

1 796
condamnations,

433
signalements déposés à l'IGPN,

209
enquêtes de l'IGPN,

4
enquêtes administratives,

38
enquêtes de l'IGGN,

22
enquêtes transmises au Parquet,

13 460
tirs de LBD,

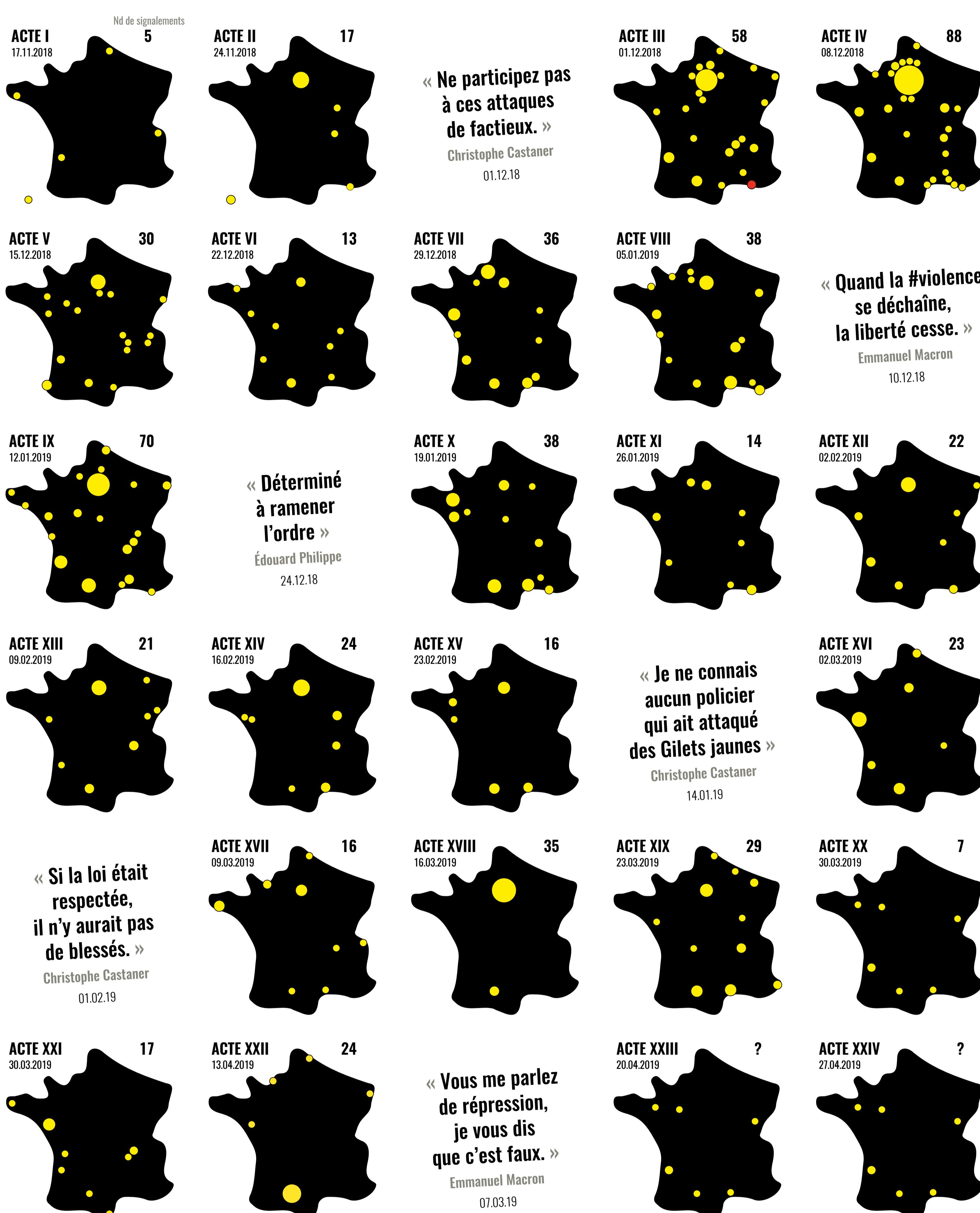
1 428
tirs de grenades lacrymogènes instantanées,

4 942
tirs de grenades de désencerclement

1 628
blessés parmi les forces de l'ordre.

Chiffres officiels (Ministère de l'Intérieur) au 15.04.2019.

CARTOGRAPHIE DE LA RÉPRESSION



Nos chiffres, établis de manière indépendante, ne correspondent pas souvent à ceux donnés par le ministère. Ainsi, au 23 avril, ayant rassemblé 690 signalements de violences policières, nous comptabilisions 1 décès, 260 blessures à la tête, 23 éborgnés et 5 mains arrachées. Mais aussi 130 intimidations, insultes, entraves à la liberté de la presse...

Au-delà des brimades et provocations, les tirs de gaz lacrymogène à tout-va – et surtout l'emploi massif et indiscriminé par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense (LBD), une arme dite « non létale » mais souvent employée sans grand discernement contre des manifestants pacifiques, des street médics ou de simples passants –, ont provoqué nombre d'incidents choquants, aux conséquences parfois tragiques. Et cela, il faut le souligner, le plus souvent sans qu'il y ait de rapport direct avec les violences commises par ailleurs par d'autres manifestants.

Une caractéristique de ce mouvement, ce sont les centaines d'observatrices et observateurs (manifestant·es, journalistes, passant·es...) qui filment l'action en continu sur leurs mobiles et la retransmettent sur les réseaux sociaux. En les « fixant » dans une base de données, notre objectif initial était de donner un point d'ancre à ces flux volatils, en espérant – c'était le sens de l'apostrophe « Allô Place Beauvau » – que des consignes viendraient limiter ce qui était alors perçu comme des bavures isolées.

Mais le déni et les mensonges répétés du gouvernement et tout particulièrement du ministre de l'intérieur ont changé la donne,

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le journaliste indépendant David Dufresne compile sur son fil Twitter les violences policières. Des centaines de faits ont été ainsi répertoriés et recoupés, d'abord sur Twitter, puis regroupés et contextualisés dans une base de données associée à une visualisation publiée sur le site de Médiapart.

et nos signalements sont devenus, au début 2019, le point focal de la contestation contre les violences policières – avec des reprises dans la presse internationale, au Parlement européen... et jusqu'aux Nations unies.

L'ampleur des chiffres décrit cette mobilisation inédite d'un mouvement social qui s'étend, de samedi en samedi, sur plus d'une vingtaine d'« Actes ». Le choix fait début janvier, lors de la conception de la cartographie, de recourir à une « collection de cartes » (small multiples) permet toutefois à la visualisation de tenir dans la durée. La méthode (qui n'est certes pas inédite), offre une vue à la fois synthétique et chronologique, qui ne s'englue pas dans l'accumulation de points dans les villes de Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

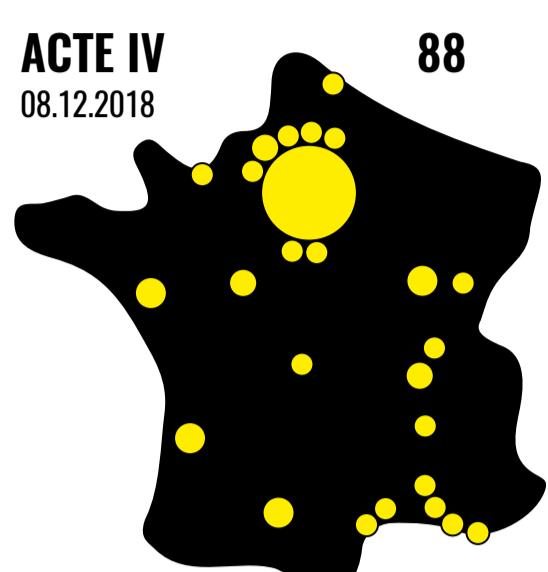
On y remarque en particulier l'acte IV, le 8 décembre 2018, qui a transformé les Champs-Élysées en champ de bataille. L'épisode a ébranlé le pouvoir, mais aussi provoqué une rupture traumatisante pour nombre de participant·es dont c'était souvent la première manifestation. La carte correspondante indique bien l'augmentation impressionnante des signalements à Paris et alentours pour cette date. Mais on remarque sans peine que des dérives similaires ont eu lieu, ce même samedi, sur l'ensemble du territoire.

La collection met ainsi en avant une narration, qu'elle étaye par un choix de citations donnant un aperçu du contexte politique : la dramatisation de l'affrontement par le ministre de l'intérieur, le paternalisme du président, un affichage de fermeté par le premier ministre, le déni de la violence engendrée par les consignes aux préfets, et l'absence de tentative de dialogue, malgré l'affichage « Grand débat ».

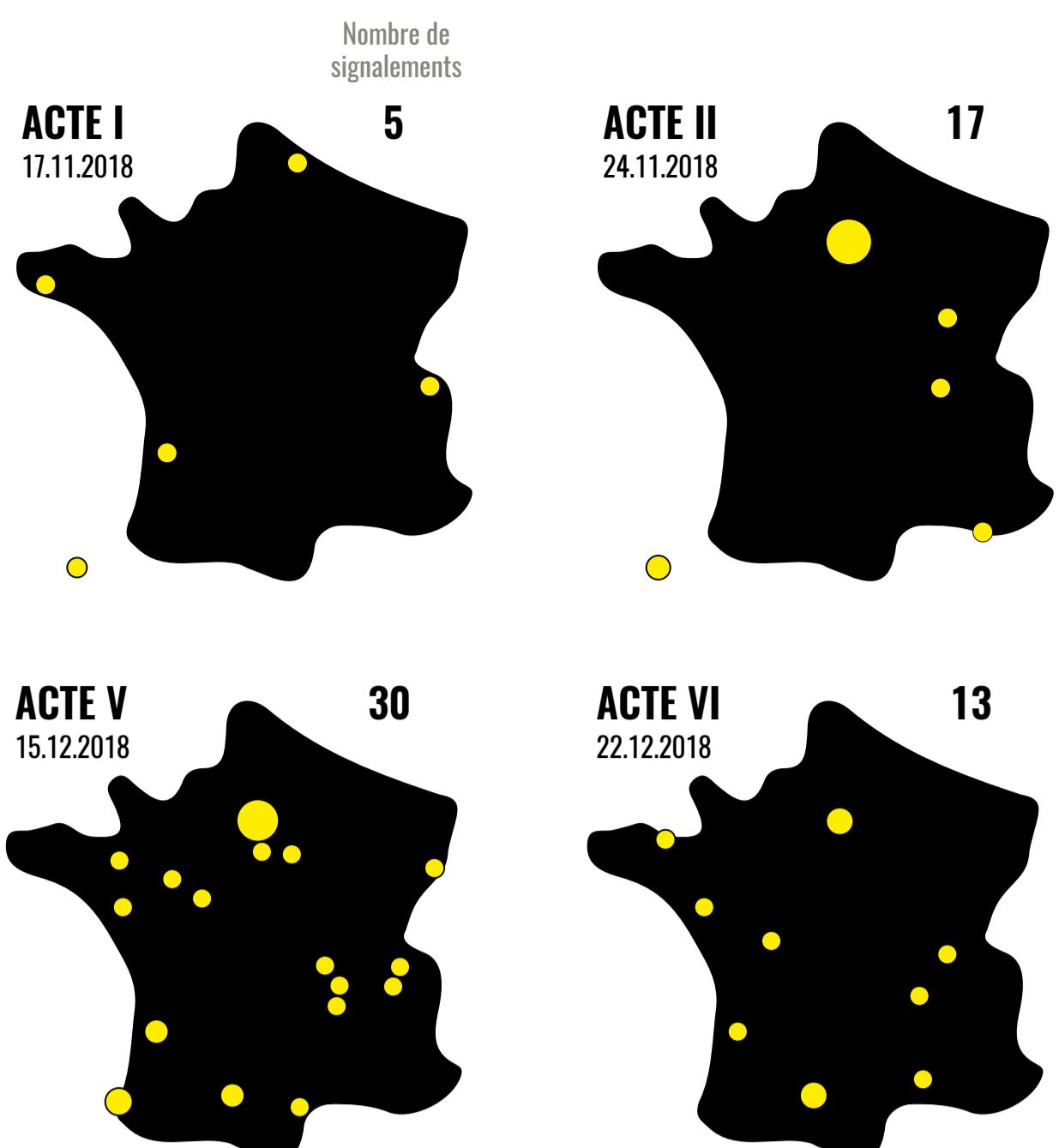
L'aspect visuel de cette collection, volontairement minimaliste, voire brutaliste par le choix du jaune sur fond noir (les couleurs les plus contrastées qui soient), rappelle toutefois son rôle d'outil. Sur le site, chaque petite carte conduit en effet à une page consacrée à l'Acte en question, avec une carte de plus grand format qui permet à chacun·e d'aller visualiser précisément ce qui s'est passé dans telle ou telle ville, à chaque stade.

Enfin, signalons que l'ensemble cartographique, tout comme les autres visualisations du projet, se met à jour de façon automatique au fur et à mesure que de nouveaux signalements sont ajoutés à la base de données.

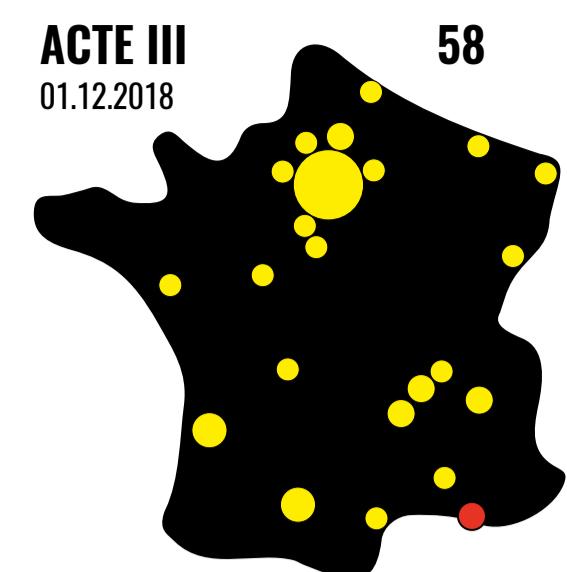
Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le journaliste indépendant David Dufresne compile sur son fil Twitter les violences policières. Des centaines de faits ont été ainsi répertoriés et recoupés, d'abord sur Twitter, puis regroupés et contextualisés dans une base de données associée à une visualisation publiée sur le site de Médiapart.



« Quand la #violence se déchaîne, la liberté cesse. »
Emmanuel Macron
10.12.18



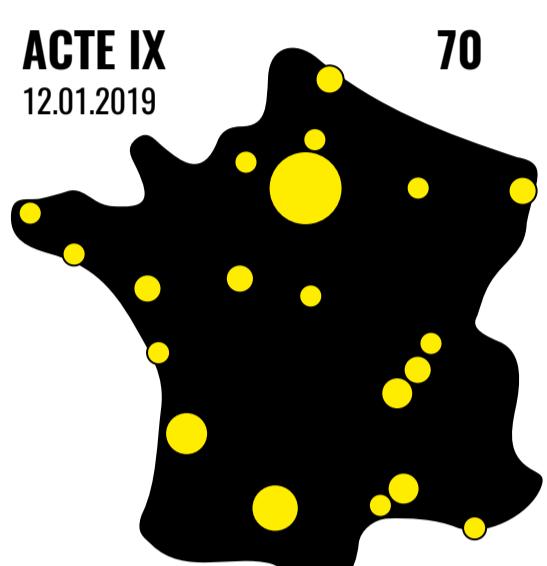
« Ne participez pas à ces attaques de factieux. »
Christophe Castaner
01.12.18



« Déterminé à ramener l'ordre »
Édouard Philippe
24.12.18



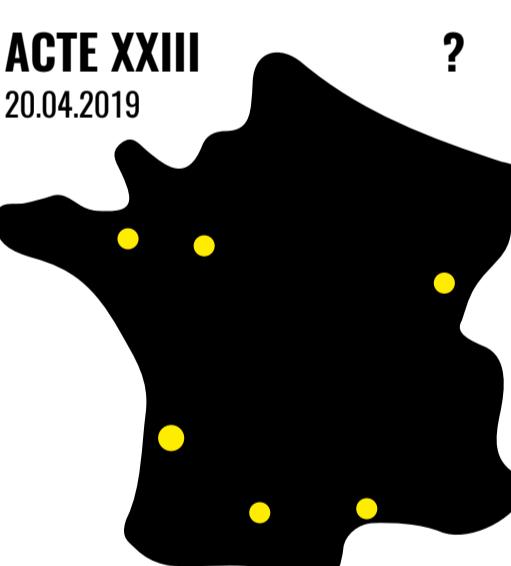
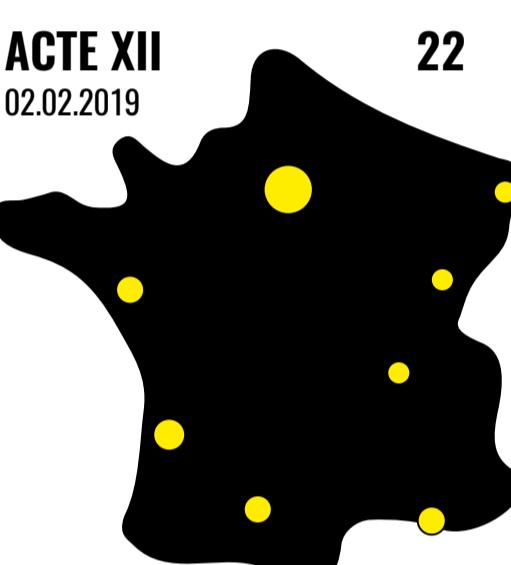
« Je ne connais aucun policier qui ait attaqué des Gilets jaunes »
Christophe Castaner
14.01.19



« Si la loi était respectée, il n'y aurait pas de blessés. »
Christophe Castaner
01.02.19



« Vous me parlez de répression, je vous dis que c'est faux. »
Emmanuel Macron
07.03.19



CARTOGRAPHIE DE LA RÉPRESSION

2 200 blessés,
10 « dommages irrémédiables à l'œil »
8 700 gardes à vue,
1 796 condamnations,
433 signalements déposés à l'IGPN
209 enquêtes de l'IGPN
4 enquêtes administratives
38 enquêtes de l'IGGN,
22 enquêtes transmises au Parquet
13 460 tirs de LBD
1 428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées
4 942 tirs de grenades de désencerclement et
1 628 blessés parmi les forces de l'ordre

Chiffres officiels (Ministère de l'Intérieur) au 15.04.2019.

Nos chiffres, établis de manière indépendante, ne correspondent pas souvent à ceux donnés par le ministère. Ainsi, au 23 avril, ayant rassemblé 690 signalements de violences policières, nous comptabilisions 1 décès, 260 blessures à la tête, 23 éborgné·es et 5 mains arrachées. Mais aussi 130 intimidations, insultes, entraves à la liberté de la presse...

Au-delà des brimades et provocations, les tirs de gaz lacrymogène à tout-va – et surtout l'emploi massif et indiscriminé par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense (LBD), une arme dite « non létale » mais souvent employée sans grand discernement contre des manifestants pacifiques, des street médics ou de simples passants –, ont provoqué nombre d'incidents choquants, aux conséquences parfois tragiques. Et cela, il faut le souligner, le plus souvent sans qu'il y ait de rapport direct avec les violences commises par ailleurs par d'autres manifestants.

Une caractéristique de ce mouvement, ce sont les centaines d'observatrices et observateurs (manifestant·es, journalistes, passant·es...) qui filment l'action en continu sur leurs mobiles et la retransmettent sur les réseaux sociaux. En les « fixant » dans une base de données, notre objectif initial était de donner un point d'ancre à ces flux volatils, en espérant – c'était le sens de l'apostrophe « Allô Place Beauvau » –

que des consignes viendraient limiter ce qui était alors perçu comme des bavures isolées.

Mais le déni et les mensonges répétés du gouvernement et tout particulièrement du ministre de l'intérieur ont changé la donne, et nos signalements sont devenus, au début 2019, le point focal de la contestation contre les violences policières – avec des reprises dans la presse internationale, au Parlement européen... et jusqu'aux Nations unies.

L'ampleur des chiffres décrit cette mobilisation inédite d'un mouvement social qui s'étend, de samedi en samedi, sur plus d'une vingtaine d'« Actes ». Le choix fait début janvier, lors de la conception de la cartographie, de recourir à une « collection de cartes » (small multiples) permet toutefois à la visualisation de tenir dans la durée. La méthode (qui n'est certes pas inédite), offre une vue à la fois synthétique et chronologique, qui ne s'englue pas dans l'accumulation de points dans les villes de Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

On y remarque en particulier l'acte IV, le 8 décembre 2018, qui a transformé les Champs-Élysées en champ de bataille. L'épisode a ébranlé le pouvoir, mais aussi provoqué une rupture traumatique pour nombre de participant·es dont c'était souvent la première manifestation. La carte correspondante

indique bien l'augmentation impressionnante des signalements à Paris et alentours pour cette date. Mais on remarque sans peine que des dérives similaires ont eu lieu, ce même samedi, sur l'ensemble du territoire.

La collection met ainsi en avant une narration, qu'elle étaye par un choix de citations donnant un aperçu du contexte politique : la dramatisation de l'affrontement par le ministre de l'intérieur, le paternalisme du président, un affichage de fermeté par le premier ministre, le déni de la violence engendrée par les consignes aux préfets, et l'absence de tentative de dialogue, malgré l'affichage « Grand débat ».

L'aspect visuel de cette collection, volontairement minimaliste, voire brutaliste par le choix du jaune sur fond noir (les couleurs les plus contrastées qui soient), rappelle toutefois son rôle d'outil. Sur le site, chaque petite carte conduit en effet à une page consacrée à l'Acte en question, avec une carte de plus grand format qui permet à chacun·e d'aller visualiser précisément ce qui s'est passé dans telle ou telle ville, à chaque stade.

Enfin, signalons que l'ensemble cartographique, tout comme les autres visualisations du projet, se met à jour de façon automatique au fur et à mesure que de nouveaux signalements sont ajoutés à la base de données.



2 200 blessés,
10 « dommages irrémédiables à l'œil »
8 700 gardes à vue,
1 796 condamnations,
433 signalements déposés à l'IGPN
209 enquêtes de l'IGPN
4 enquêtes administratives
38 enquêtes de l'IGGN,
22 enquêtes transmises au Parquet
13 460 tirs de LBD
1 428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées
4 942 tirs de grenades de désencerclement et
1 628 blessés parmi les forces de l'ordre.
Chiffres officiels
(Ministère de l'Intérieur)
au 15.04.2019.

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le journaliste indépendant David Dufresne compile sur son fil Twitter les violences policières. Des centaines de faits ont été ainsi répertoriés et recoupés, d'abord sur Twitter, puis regroupés et contextualisés dans une base de données associée à une visualisation publiée sur le site de Médiapart.

Nos chiffres, établis de manière indépendante, ne correspondent pas souvent à ceux donnés par le ministère. Ainsi, au 23 avril, ayant rassemblé 690 signalements de violences policières, nous comptabilisions 1 décès, 260 blessures à la tête, 23 éborgné·es et 5 mains arrachées. Mais aussi 130 intimidations, insultes, entraves à la liberté de la presse...

Au-delà des brimades et provocations, les tirs de gaz lacrymogène à tout-va – et surtout l'emploi massif et indiscriminé par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense (LBD), une arme dite « non létale » mais souvent employée sans grand discernement contre des manifestants pacifiques, des street médics ou de simples passants –, ont provoqué nombre d'incidents choquants, aux conséquences parfois tragiques. Et cela, il faut le souligner, le plus souvent sans qu'il y ait de rapport direct avec les violences commises par ailleurs par d'autres manifestants.

Une caractéristique de ce mouvement, ce sont les centaines d'observatrices et observateurs (manifestant·es, journalistes, passant·es...) qui filment l'action en continu sur leurs mobiles et la retransmettent sur les réseaux sociaux. En les « fixant » dans une base de données, notre objectif initial était de donner un point d'ancrage à ces flux volatils, en espérant – c'était le sens de l'apostrophe « Allô Place Beauvau » –

que des consignes viendraient limiter ce qui était alors perçu comme des bavures isolées.

Mais le déni et les mensonges répétés du gouvernement et tout particulièrement du ministre de l'intérieur ont changé la donne, et nos signalements sont devenus, au début 2019, le point focal de la contestation contre les violences policières – avec des reprises dans la presse internationale, au Parlement européen... et jusqu'aux Nations unies.

L'ampleur des chiffres décrit cette mobilisation inédite d'un mouvement social qui s'étend, de samedi en samedi, sur plus d'une vingtaine d'« Actes ».

Le choix fait début janvier, lors de la conception de la cartographie, de recourir à une « collection de cartes » (small multiples) permet toutefois à la visualisation de tenir dans la durée. La méthode (qui n'est certes pas inédite), offre une vue à la fois synthétique et chronologique, qui ne s'englue pas dans l'accumulation de points dans les villes de Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

On y remarque en particulier l'acte IV, le 8 décembre 2018, qui a transformé les Champs-Élysées en champ de bataille. L'épisode a ébranlé le pouvoir, mais aussi provoqué une rupture traumatique pour nombre de participant·es dont c'était souvent la première manifestation. La carte correspondante

indique bien l'augmentation impressionnante des signalements à Paris et alentours pour cette date. Mais on remarque sans peine que des dérives similaires ont eu lieu, ce même samedi, sur l'ensemble du territoire.

La collection met ainsi en avant une narration, qu'elle étaye par un choix de citations donnant un aperçu du contexte politique : la dramatisation de l'affrontement par le ministre de l'intérieur, le paternalisme du président, un affichage de fermeté par le premier ministre, le déni de la violence engendrée par les consignes aux préfets, et l'absence de tentative de dialogue, malgré l'affichage « Grand débat ».

L'aspect visuel de cette collection, volontairement minimalisté, voire brutaliste par le choix du jaune sur fond noir (les couleurs les plus contrastées qui soient), rappelle toutefois son rôle d'outil. Sur le site, chaque petite carte conduit en effet à une page consacrée à l'Acte en question, avec une carte de plus grand format qui permet à chacun·e d'aller visualiser précisément ce qui s'est passé dans telle ou telle ville, à chaque stade.

Enfin, signalons que l'ensemble cartographique, tout comme les autres visualisations du projet, se met à jour de façon automatique au fur et à mesure que de nouveaux signalements sont ajoutés à la base de données.

Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, le journaliste indépendant David Dufresne compile sur son fil Twitter les violences policières. Des centaines de faits ont été ainsi répertoriés et recoupés, d'abord sur Twitter, puis regroupés et contextualisés dans une base de données associée à une visualisation publiée sur le site de Médiapart.

2 200

blessés,

10

« dommages irrémédiables à l'œil »,

8 700 gardes à vue,

1 796 condamnations,

433

signalements déposés à l'IGPN,

209

enquêtes de l'IGPN,

4

enquêtes administratives,

38

enquêtes de l'IGGN,

22

enquêtes transmises au Parquet,

13 460 tirs de LBD,

1 428 tirs de grenades lacrymogènes instantanées,

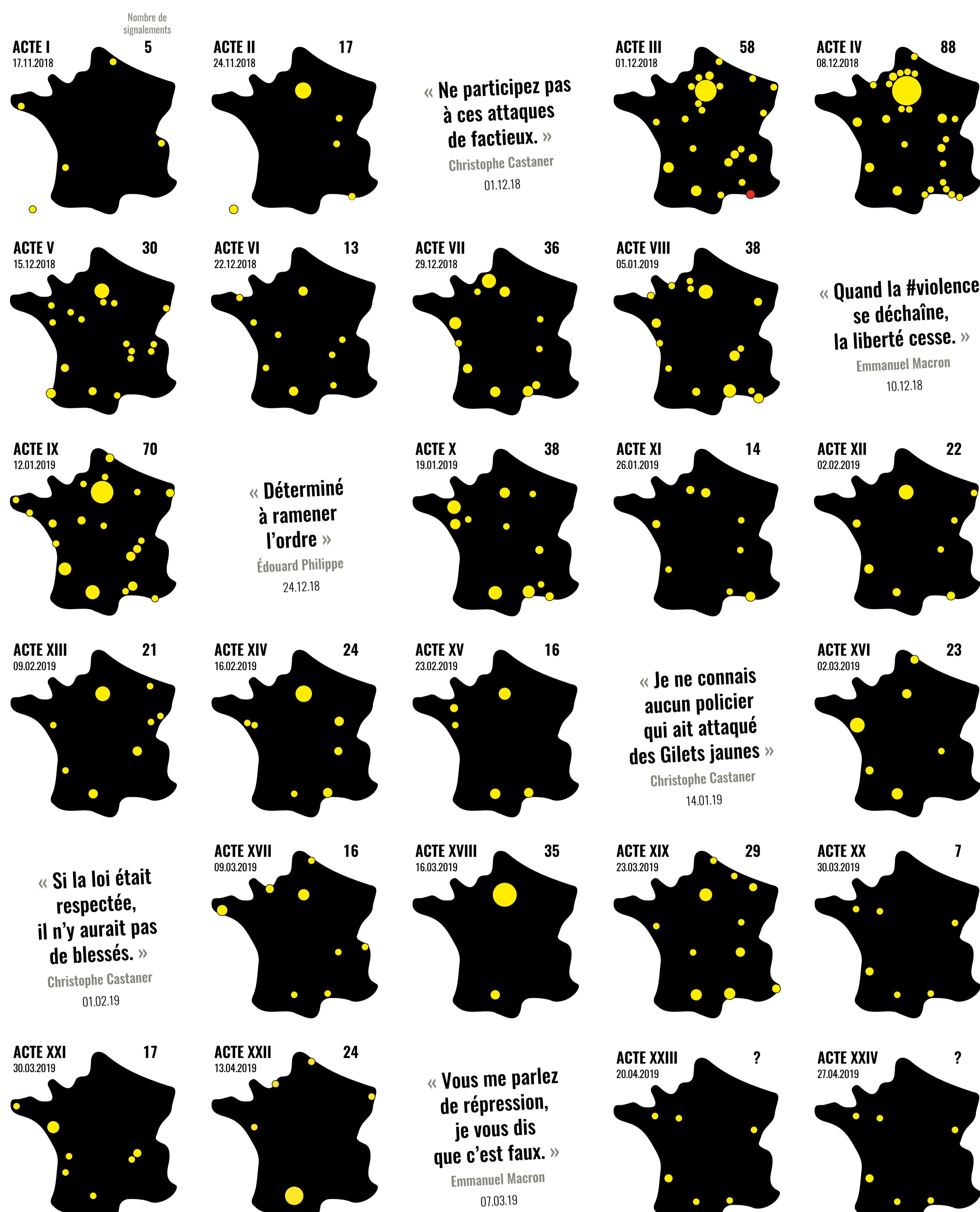
4 942 tirs de grenades de désencerclement

1 628

blessés parmi les forces de l'ordre.

Chiffres officiels
(Ministère de l'Intérieur)
au 15.04.2019.

CARTOGRAPHIE DE LA RÉPRESSION



Nos chiffres, établis de manière indépendante, ne correspondent pas souvent à ceux donnés par le ministère. Ainsi, au 23 avril, ayant rassemblé 690 signalements de violences policières, nous comptabilisions 1 décès, 260 blessures à la tête, 23 éborgné·es et 5 mains arrachées. Mais aussi 130 intimidations, insultes, entraves à la liberté de la presse...

Au-delà des brimades et provocations, les tirs de gaz lacrymogène à tout-va – et surtout l'emploi massif et indiscriminé par les forces de l'ordre du lanceur de balles de défense (LBD), une arme dite « non léale » mais souvent employée sans grand discernement contre des manifestants pacifiques, des street médics ou de simples passants –, ont provoqué nombre d'incidents choquants, aux conséquences parfois tragiques. Et cela, il faut le souligner, le plus souvent sans qu'il y ait de rapport direct avec les violences commises par ailleurs par d'autres manifestants.

Une caractéristique de ce mouvement, ce sont les centaines d'observatrices et observateurs (manifestant·es,

journalistes, passant·es...) qui filment l'action en continu sur leurs mobiles et la retransmettent sur les réseaux sociaux. En les « fixant » dans une base de données, notre objectif initial était de donner un point d'ancrage à ces flux volatils, en espérant – c'était le sens de l'apostrophe « Allô Place Beauvau » – que des consignes viendreraient limiter ce qui était alors perçu comme des bavures isolées.

Mais le déni et les mensonges répétés du gouvernement et tout particulièrement du ministre de l'intérieur ont changé la donne, et nos signalements sont devenus, au début 2019, le point focal de la contestation contre les violences policières – avec des reprises dans la presse internationale, au Parlement européen... et jusqu'aux Nations unies.

L'ampleur des chiffres décrit cette mobilisation inédite d'un mouvement social qui s'étend, de samedi en samedi, sur plus d'une vingtaine d'« Actes ». Le choix fait début janvier, lors de la conception de la cartographie, de recourir à une

« collection de cartes » (small multiples) permet toutefois à la visualisation de tenir dans la durée. La méthode (qui n'est certes pas inédite), offre une vue à la fois synthétique et chronologique, qui ne s'engue pas dans l'accumulation de points dans les villes de Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier...

On y remarque en particulier l'acte IV, le 8 décembre 2018, qui a transformé les Champs-Elysées en champ de bataille. L'épisode a ébranlé le pouvoir, mais aussi provoqué une rupture traumatique pour nombre de participant·es dont c'était souvent la première manifestation. La carte correspondante indique bien l'augmentation impressionnante des signalements à Paris et alentours pour cette date. Mais on remarque sans peine que des dérives similaires ont eu lieu, ce même samedi, sur l'ensemble du territoire.

La collection met ainsi en avant une narration, qu'elle étaye par un choix de citations donnant un aperçu du contexte politique : la dramatisation de l'affrontement par le ministre

de l'intérieur, le paternalisme du président, un affichage de fermeté par le premier ministre, le déni de la violence engendrée par les consignes aux préfets, et l'absence de tentative de dialogue, malgré l'affichage « Grand débat ».

L'aspect visuel de cette collection, volontairement minimalisté, voire brutaliste par le choix du jaune sur fond noir (les couleurs les plus contrastées qui soient), rappelle toutefois son rôle d'outil. Sur le site, chaque petite carte conduit en effet à une page consacrée à l'Acte en question, avec une carte de plus grand format qui permet à chacun·e d'aller visualiser précisément ce qui s'est passé dans telle ou telle ville, à chaque stade.

Enfin, signalons que l'ensemble cartographique, tout comme les autres visualisations du projet, se met à jour de façon automatique au fur et à mesure que de nouveaux signalements sont ajoutés à la base de données.